

## 1947/1949: le "tournant" vécu par deux partis communistes

Entre le mois de septembre 1947 et le début de 1949 la situation politique hongroise est caractérisée par deux éléments clefs:

- le pouvoir effectif est entre les mains du parti communiste, alors que le pays vient de recouvrer sa souveraineté détenue du 20 janvier 1945 au 14 septembre 1947 par la Commission de Contrôle Alliée (C.C.A.)<sup>1</sup>;

- le parti communiste hongrois, puis le parti des travailleurs hongrois, tout en gérant cette hégémonie politique, ne sait clairement définir ses objectifs (sauf à long terme et de façon assez vague).<sup>2</sup>

La portée de ces deux faits est l'enjeu de débats. Dans l'histoire "officielle", de même que dans l'historiographie élaborée par les milieux de l'émigration politique, on a négligé le plus souvent le phénomène juridique majeur qu'est l'absence de souveraineté avant septembre 1947.<sup>3</sup> C'est sous responsabilité soviétique que ce qui est souvent vu comme un des sommets de la démocratie en Hongrie a vu le jour. Or le sort de la démocratie est ce qui donne son sens à la notion de tournant. Pour ceux qui voient dans l'arrivée des soldats de l'Armée Rouge le signe de l'irréversibilité d'un cours prédéterminé de l'histoire, les vaticinations sur le tournant sont la preuve que l'illusion, fruit d'une manipulation soviétique, fonctionne toujours. Les autres débattent pour établir quand et comment le modèle stalinien s'est imposé.

Le "tournant" est ainsi un concept flou, quand il est employé pour rendre compte de l'évolution politique de la Hongrie. Ceux qui le situent après 1945 sont partagés. Les uns cherchent l'heure où l'"histoire" s'est arrêtée, où le "stalinisme" s'est établi. Les autres tentent de saisir la phase de transition entre la fin de la démocratie parlementaire "ouverte" et la "stalinisation" dont il faut souligner le caractère "évolutif". Car, malgré la présence soviétique et la C.C.A. jusqu'en septembre 1947, le pouvoir du parti restait incertain dans ses fondements (élections d'août) et ses objectifs. Ensuite, le parti communiste maîtrisa tous les postes décisifs et les modes d'intervention des Soviétiques ne relevèrent plus du provisoire - ni du domaine public. Mais la double incertitude du départ dura encore. Même si les fondements du pouvoir, sa légitimation, devinrent plus nettement perceptibles, ses objectifs ne se clarifièrent que lentement. Les élections à liste unique du 15 mai 1949 et le procès Rajk sont l'aboutissement de ce processus. C'est pourquoi nous tenterons d'analyser les étapes qui menèrent à la soviétisation.

Pendant ce temps, en France, la logique de l'évolution politique est inverse, et ne suit pas le même rythme. Dès la fin 1946, les tensions en Indochine annonçaient la rupture au sein d'une gauche que les débats constitutionnels avaient déjà profondément divisée. Le PCF n'est plus au gouvernement à partir de mai 1947. Les choix sociaux, qui aboutissent aux grèves de l'automne 1947, ne

laissent plus de doute sur le caractère de l'affrontement politique, tant national que mondial. Le parti communiste limite son action à l'agitation, le choix de la subversion n'est pas fait. Il se replie sur la classe ouvrière et tente de gérer le "camp" de la paix en isolant ses partisans de toute contagion capitaliste. C'est la grande époque de la "culture communiste", ce qui explique le rôle de porte-parole attribué à certains créateurs et intellectuels. L'année 1948 n'apporte de ce point de vue rien de décisif.

La "rupture", tant le renoncement à revenir au gouvernement que la constitution d'un camp retranché communiste dans le pays, avec ses implications politiques et sociales, est donc rapide, dure, et marque dès le début une tendance au raidissement des positions. De plus dans cette perspective l'URSS passe du statut de partenaire étatique, au moins pour le parti communiste force de gouvernement, au statut de pays mythique du pouvoir prolétarien. Les communistes français entrent ainsi en guerre froide sans état d'âme, voire avec soulagement, car enfin tout est clair.<sup>4</sup>

Dans ce cadre la culture politique des communistes français est très vite intégrée à la logique des blocs et surtout elle est marquée par le rejet de l'idée même de compromis, par la volonté de créer l'affrontement symbolique sur le terrain idéologique où les "victoires" sont possibles. En Hongrie, au contraire, les années 1947 et 1948 connaissent un développement plus "incertain".

D'un côté nous verrons comment les relations culturelles officielles avec la France ont été encouragées par le pouvoir hongrois jusqu'en 1948, et de l'autre nous étudierons l'évolution des relations entre partis communistes et la publicité donnée à la réflexion du Parti communiste français en Hongrie. Notons immédiatement qu'en Hongrie les relations culturelles avec la France ont bénéficié d'avantages non négligeables, et que les représentants du gouvernement français semblaient saisir l'importance de cet enjeu et la nature de l'évolution en cours à Budapest. C'est du moins ce que confirment les documents des archives diplomatiques.<sup>5</sup>

## UNE LENTE EVOLUTION

- le temps de la prise du pouvoir, celui de la gestion des affaires

Jusqu'à la fin 1948 le ministère hongrois des Affaires étrangères et celui de l'Instruction publique sont accessibles et ouverts aux fonctionnaires français de l'ambassade.<sup>6</sup> Ainsi, on peut citer un passage de la dépêche n° 315 de l'ambassadeur Gauquié, du 26 août 1948.<sup>7</sup> Après avoir remarqué que de nombreux Français sont de passage en Hongrie il note:

*Le gouvernement hongrois ouvre très largement ses frontières et tire tout le profit possible de l'impression que ce pays peut produire sur des voyageurs venant des pays voisins, Tchécoslovaquie, Roumanie surtout Yougoslavie et même Autriche. Le correspondant du "Monde" à Belgrade écrivait récemment que, pour l'étranger arrivant en Yougoslavie, deux impressions dominaient, celle de la terreur et celle de la misère. Ce n'est pas le cas pour Budapest, bien au contraire.*

*Non que la misère et la peur en soient absentes, certes. Mais ce qui frappe tout d'abord, c'est l'animation de la ville, ses marchés croulant de victuailles, sa population en général bien habillée, la rapidité de la reconstruction. Derrière il y a la vie chère, les salaires bas, du chômage, une inquiétude très généralisée de la population, le désespoir chez certains éléments. Mais ce serait une erreur de croire que tout cela n'est que façade ou camouflage. Il y a des résultats évidents, incontestables, et que le voyageur est d'autant moins porté à contester qu'il ne s'y attend pas.*

Et le diplomate de préciser que le pouvoir est "fort habile" et qu'il s'agit d'un "Etat réclame" "parmi les satellites". En continuant:

*La Hongrie a une chance que ses voisins ne paraissent pas avoir au même degré: elle a à sa tête un homme de gouvernement. Par la pureté de sa doctrine, par son attachement à Moscou, il ne le cède à aucun autre. Mais il n'exécute pas seulement. Il gouverne. La population, si hostile qu'elle soit, le sent. C'est pourquoi le prestige de Monsieur Rákosi, même parmi ses ennemis, grandit incontestablement.*

En décembre 1948 M. Gauquié estime que si le changement radical est envisagé, il n'est pas encore mené à son terme.<sup>8</sup> Ainsi il saisit bien le sens des discours du début 1949, où Révai et Rákosi soulignent que le pays est entré dans une période nouvelle, et que le modèle soviétique doit être repris intégralement.<sup>9</sup>

Les changements politiques hongrois étaient finement perçus par la diplomatie française. Mais le rôle de la diplomatie en tant qu'instrument des relations internationales a été partiellement limité pendant la guerre froide.

- la diplomatie traditionnelle et la "diplomatie populaire"

Dans le cadre traditionnel des relations diplomatiques, la représentation nationale à l'étranger est assurée par un chargé d'affaires, une légation ou une ambassade représentant un gouvernement. Mais avec la guerre froide tout cela est remis en cause. On ne retourne toutefois pas aux pratiques du Komintern (réseaux illégaux et clandestins en vue de préparer la révolution mondiale, etc.) Mais une diplomatie populaire est mise en place.

Dans les archives du parti communiste hongrois un document du secrétariat daté du 27 février 1948 et adressé au secrétariat du PCF précise l'organisation des fêtes du centenaire de mars 1848: "Les gouvernements des pays amis se feront représenter par des délégations (Russie soviétique, Yougoslavie, Roumanie, Bulgarie, etc.). Pour d'autres pays, où nous n'avons pas pu pour des raisons bien compréhensibles inviter les gouvernements, nous avons fait envoyer des invitations de façon que les représentants des masses populaires puissent apporter leur témoignage personnels."<sup>10</sup>

Ce qui signifie qu'en parallèle les Hongrois vont maintenir des relations diplomatique correctes avec le gouvernement français, et des relations directes avec les "masses populaires" de France, c'est-à-dire le Parti communiste français, qui se traduiront notamment par diverses manifestations publiques.

Ainsi l'accueil réservé à Eluard en Hongrie, à la fin de 1948, est-il significatif. Outre ses propos très durs pour le gouvernement français, on retiendra ce qu'a dit Lukács le 12 novembre: "On ne peut pas aimer le peuple de France si l'on ne combat pas ceux qui l'oppriment." Eluard étant au moins autant le communiste reçu par Rákosi que le poète, "des mineurs et des combattants de la liberté", comme le précisait d'ailleurs le philosophe hongrois.<sup>11</sup>

Ce ne sont que des exemples d'une pratique qui se retrouve en partie dans l'histoire de l'association France-Hongrie à ses débuts. Créée à l'initiative de communistes hongrois ayant fait la résistance en France, elle est au début un organe de relations culturelles visant à soutenir le cours nouveau en Hongrie. Très vite les Hongrois en sont sans doute venus à la financer partiellement. Ce qui montre le double visage de la diplomatie populaire. D'un côté on affiche ses contacts, de l'autre les relations sont établies dans le secret profond des appareils communistes, obsédés, non sans raison, par les menaces d'espionnage.<sup>12</sup>

Cette forme de diplomatie parallèle, "populaire", n'était toutefois pas satisfaisante pour les dirigeants hongrois. Ils en saisissaient bien les limites.

La diplomatie traditionnelle reste très active. Il suffit de noter que Rákosi en juillet et août 1947<sup>13</sup> proteste encore de son amitié pour la France, et qu'en octobre 1948 les relations culturelles sont fort bonnes.<sup>14</sup> On peut également reprendre la discussion entre MM. Gauquié et Rákosi du 15 janvier 1948, au cours de laquelle ce dernier montre tout l'intérêt qu'il porte aux relations bilatérales, malgré les réticences soviétiques.<sup>15</sup>

La vie de l'Institut Français et la vigueur de l'enseignement du Français en Hongrie jusqu'en fin 1948 au moins, témoignent de l'habileté mais aussi de la volonté politique de garder une ouverture culturelle vers l'ouest. Les sections francophones (dans les établissements scolaires), très diminuées, existaient encore au début de 1949, mais disparurent au printemps, semble-t-il.

Toutefois cette activité diplomatique et culturelle française fut peu à peu limitée. Et après les entraves perçues dès l'automne 1948, en 1949, le fond du gouffre semblait être atteint.

- l'affaire Rajk: la France "impliquée"<sup>16</sup>

Dès le début de l'année 1949 la diplomatie française perçoit le vacillement de la position de László Rajk, et sa chute ne la surprend pas. Mais les suites sont plus significatives pour notre sujet. A l'occasion du procès, la France est mise en cause en la personne de François Gachot. Né en 1901, ce germaniste est détaché par le gouvernement français à Budapest depuis 1924. Avant la seconde guerre mondiale il donnait des cours de français et diffusait la culture artistique française avec une efficacité certaine, car il enseignait à l'École des Beaux-Arts et à la Faculté d'Économie. Pendant la "drôle de guerre" il participa à l'action de la légation française. Et après le départ des Allemands, il fit jouer toutes les relations qu'il avait tissées avec les milieux de gauche alors qu'ils étaient en position difficile. De plus il était le représentant officiel de la culture française et secrétaire général de la Société franco-hongroise, dont il était un des artisans les

plus en vue. L'efficacité politique de l'action culturelle française a déjà été soulignée. Même Rákosi, nous l'avons vu, a longtemps tenu à la maintenir. Le tournant brusque opéré en 1948-1949 exigeait donc une action particulière contre l'action culturelle de la France, ce qui explique sans doute le choix de Gachot comme victime expiatoire.<sup>17</sup>

Le volume bleu intitulé en hongrois "László Rajk et ses complices devant le tribunal populaire" présente les documents du procès.<sup>18</sup> Ce recueil officiel permet de constater que la France est accusée de deux côtés. Rajk lui-même est sensé être lié au Deuxième Bureau depuis la guerre,<sup>19</sup> ses premiers contacts avec la police française n'ayant servi qu'à le faire travailler pour les services horthystes.<sup>20</sup> Après la guerre, les Français voient leur rôle réduit à celui de porte-micro des Américains. Le deuxième volet français de l'affaire Rajk touche Pál Justus. Comme pour Rajk, l'accent est mis sur les aspects "trotskysto-titistes" des crimes. Mais l'intellectuel reconnu qu'est Justus, est, lui, accusé de faire des rapports sur la situation politique à Gachot. Cette accusation n'est même pas citée dans l'intervention finale du ministère publique. Pourtant elle semble plus lourde de conséquence. Il en ressort que toute conversation particulière avec des représentants officiels de la culture française relevait de l'espionnage.<sup>21</sup>

La méthode et la cible montrent comment, pendant la guerre froide, les contacts officiels furent réduits. A partir de cette constatation on peut voir que la diplomatie parallèle, déjà évoquée avec l'exemple de la tournée d'Eluard, visait à combler le vide ainsi créé.

#### DES RELATIONS FORT COMPLEXES ENTRE COMMUNISTES

Le cœur de ces relations non officielles, ce sont bien sûr les liens entre partis communistes, au pouvoir ou non, qui se veulent les représentants de leurs peuples respectifs. On a longtemps cru au monolithisme du mouvement communiste. L'alignement sur les positions moscovites aurait éteint l'identité nationale des partis. Sous Staline les tensions entre communistes des divers pays auraient été impossibles. Ainsi les frictions ne seraient apparues qu'après son décès, car la direction soviétique laissa alors les divers partis plus libres de leurs orientations. Cette idée est toutefois remise en cause par l'étude des archives que viennent d'ouvrir les Hongrois de l'Institut d'histoire du parti. Nous ne citerons ici que quelques unes des informations qu'elles contiennent.<sup>22</sup>

- l'après-guerre (Duclos contre Révai)

C'est la première affaire qui donne des indications sur le fonctionnement des relations entre les deux partis. Elle date de l'automne 1945. A cette époque les communistes hongrois sont encore présents en France, où ils ont souvent été résistants. Ils sont toujours organisés au sein du parti communiste français. Ce qui pose un problème de compétence.<sup>23</sup> Qui doit les diriger ? La direction du PCF se montre très soucieuse de ses prérogatives.

A la mi-août Péter Mód (qui peu après quitta la direction du groupe hongrois à Paris pour revenir à Budapest) donna à Jacques Duclos la traduction française d'un texte de Révai, dirigeant du parti frère, intitulé "Pourquoi le parti

communiste hongrois lutte-t-il pour la Hongrie indépendante, libre et démocratique ?". La brochure hongroise était diffusée comme cahier de propagande en Hongrie. Quelques jours plus tard, Jacques Duclos passa le texte à Etienne Fajon (chargé de l'éducation au PCF) et fit remarquer qu'il s'opposait à la distinction faite entre démocratie bourgeoise et démocratie populaire (qu'il fallait gommer au profit de la démocratie, dans un sens plus vague), et à la mise en valeur du rôle des capitaines (commissaires) de police communistes.

La section éducation (Fajon et Parinot) ajouta à ces remarques des critiques plus détaillées : l'opuscule était trop défensif, sans fondement économique, ne soulignait, comme différence entre 1918 et 1945 que le changement de contexte international et pas le renforcement des partis communistes partout à travers le monde. Ces premières remarques caractérisent bien le point de vue français. Mais ce catéchisme ne prend pas en compte l'histoire hongroise. Le parti communiste hongrois n'était pas si faible en 1919, et surtout la République des Conseils a vraiment perdu son combat à cause de la faiblesse de l'Armée Rouge, à laquelle il manquait moins de trois cents kilomètres pour aider les frères hongrois. Mais les appréciations qui suivent vont plus loin.

Les Français rejettent l'opposition entre le défaitisme de Lénine et l'attitude du parti hongrois entre 1943 et 1945, car il en ressortirait que Lénine était non pas contre le tsarisme mais contre le peuple russe. Les Hongrois insistent sur le fait que le parti communiste ne s'est pas résigné à la défaite, comme les Russes en 1917, pour faire la révolution. Au contraire ils ont mené une lutte nationale pour transformer la défaite en victoire du côté des Alliés. Donc une tactique opposée à celle de Lénine qui assumait la défaite, partant du principe que la guerre était impérialiste. En Hongrie, cette façon de voir la première guerre mondiale ne faisait pas problème. En France, le PCF ne tenait pas à relancer la polémique sur la révolution russe fomentée par les Allemands. Pour justifier son refus de mentionner le problème il passe au stade théorique, en faussant le débat. D'où l'idée de Lénine trahissant son peuple, pure invention "dialectique" parisienne.

Ainsi le passage sur la défense de la nation par le parti hongrois se retournerait contre Lénine. Et il en va de même pour une série de critiques qui indiquent que les Français trouvent le texte hongrois dangereux pour la bonne cause, et ce malgré lui. Ici on frise l'insulte à l'auteur. D'autant que l'accusation implicite de maladresse se précise en termes politiques. Révai serait-il un social-démocrate ? Un passage du texte portant sur l'interaction entre le sommet et la base dans la prise du pouvoir par la classe ouvrière le prouverait ! En effet, en avançant que le sommet peut accélérer le mouvement vers le socialisme, Révai se situerait sur une position non orthodoxe. En disant que le parti communiste pourrait utiliser ses positions au gouvernement à des fins partisans, la brochure nuirait, de plus, aux bonnes relations entre partis dans le front national français.

La direction du parti français est donc opposée à l'édition et à la diffusion du cahier aux communistes hongrois en France. Elle souhaite que tout soit réécrit. C'est dire que les relations entre les deux partis ne partent pas sur de bonnes bases en 1945. D'autant que l'accusation la plus dangereuse portait sur le rôle de l'URSS. Révai indiquait qu'elle était venue chasser les Allemands, et qu'elle

n'intervenait pas dans les affaires intérieures hongroises car elle était alliée à la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Là, les Français insistent sur le fait que l'URSS respecte le principe de la non intervention -sauf en cas de danger pour elle- précisent-ils ! La portée de cette remise en place du cadre de l'intervention soviétique est claire. Les Hongrois font face à une situation de conflit entre puissances sur leur sol, et ils y sont habitués. Les Français refusent de comprendre. On retrouve les critiques sur la comparaison avec 1918. Pour le PCF, chaque nation est souveraine, à l'image de la France. Cette vérité est incontestable. Or aux yeux des Hongrois, et d'autres nations, cette certitude relève d'un sentiment de grande puissance, complètement accepté par le Parti communiste français. C'est pourquoi l'incompréhension a pu durer.

Au-delà de ces considérations insistant sur le poids de la "conscience nationale communiste", on peut noter que les Français, dès 1945, ont adopté le verrouillage "soviétique" en matière de vie du parti. Les Hongrois se voient en effet reprocher la critique publique des exactions de permanents du parti. On trouve bien ici le réflexe du parti qui se sent cerné et, par là, justifie le silence sur toute affaire "interne" utilisable par l'ennemi. Et il est à remarquer que pour le PCF ce réflexe est vu comme de la lucidité politique, comme preuve de la validité de ses vues face à la souplesse hongroise.

Dans les documents des années 1946-1948, les Hongrois apparaissent comme demandeurs. Ce n'est qu'à l'occasion du procès Mindszenty que les Français montrent un intérêt réel pour une coopération, dans le domaine de la propagande anti-religieuse, avec le parti frère. Cependant les pièces consultées ne sont pas exhaustives et on peut y distinguer d'autres dimensions de ces relations entre partis.<sup>24</sup>

Dans le rapport de Péter Mód, que nous venons de citer à propos de la lutte contre l'Eglise catholique, un autre passage retient l'attention. Le représentant du parti communiste hongrois note en passant qu'il faut tenir compte "des méthodes de travail latines des Français". Et rapporte que les connaissances du PCF sur la Hongrie restent limitées. Tant dans l'organisation et la gestion de la documentation, que dans la gestion et la formation des cadres du secteur politique extérieure, le PCF est brocardé sur le ton de l'évidence. Ainsi les Hongrois ne s'en laissent pas compter. Et cela se voit sur un autre terrain.

La situation des communistes hongrois en France après la libération est en effet une des sources de la distance hongroise face au parti frère. En 1944-1945 les communistes étrangers en France sont gérés de trois façons différentes par le PCF.<sup>25</sup> Dans un premier cas il y a les partis qui ont des relations directes, sans passer par le parti français, avec leurs membres résidents en France (Espagnols, qui disposent d'un statut d'"extraterritorialité" avec le PCF par autorisation spéciale, Allemands et Autrichiens, mais ils sont peu organisés en France). Dans la seconde catégorie les nationaux sont membres du PCF mais disposent en son sein d'un groupe national qui a des "relations organiques" avec le parti d'origine (Yougoslaves, Tchécoslovaques, Bulgares, Roumains,...). Ce type de structure permettait selon György Angyal, auteur du rapport cité, de mieux diriger les organisations de masses nationales en France, ainsi que les actions de solidarité et

le flux du retour des cadres communistes. Or les Hongrois entrent dans un troisième groupe, dont la position était mal déterminée. Ils ne sont pas organiquement liés, comme groupe national, au parti hongrois. C'est Rákosi en personne qui a demandé le retour des "dix-douze cadres de plus grande valeur". L'improvisation règne, ce qui préoccupe le responsable hongrois. D'une part cela ne facilite pas les rapports avec l'action de reconstruction nationale en Hongrie, comme nous avons pu le constater plus haut avec le refus du texte de Révai. Et enfin cela met la Hongrie en position difficile face à ses voisins.<sup>26</sup>

- les problèmes de la paix

C'est sur ce point que la comparaison avec les "voisins" prend tout son sens. Les communistes français auraient en effet pu tenter de se faire une idée de la situation en Europe centrale, d'autant plus que les divers partis communistes avaient des positions divergentes en matière de frontières et de droit des minorités. Les Tchèques étaient violemment anti-hongrois, et ont même obtenu des terres hongroises au nom de la sécurité nationale, les Yougoslaves étaient fédéralistes et farouchement attachés à Trieste malgré l'opposition de l'URSS, les Roumains acceptaient de donner un rôle aux Hongrois de Transylvanie, mais refusaient de discuter des frontières.

De telles dissonances étaient particulièrement sensibles dans le pays qui accueillait la conférence de paix de 1946. Pourtant les Français n'ont rien fait en faveur des Hongrois. Et on peut se demander si le statut de la Hongrie par rapport à l'URSS après la guerre n'est pas la clef des relations limitées entre les deux partis. Dès septembre 1945 un rapport hongrois indique qu'on ne peut compter sur le PCF sur la question des frontières et des minorités. Le silence du parti français est associé aux activités de l'émigration de droite sur ces thèmes.<sup>27</sup>

Cet aspect des relations bilatérales franco-magyares démontre l'étendue du lien entre le PCF et l'URSS. Dès 1945 il a renoncé à toute une facette de la politique extérieure de la puissance française.

Pour autant il ne faut pas conclure que les relations entre les deux partis communistes sont particulièrement mauvaises. Les deux dirigeants s'appellent par leur prénom. Les échanges à tous niveaux sont continus. Tout simplement le poids des contraintes imposées par les Soviétiques, même quand elles sont implicites, est énorme. A cela il faut ajouter le côté particulièrement obsessionnel de la "vigilance" française, et le refus de mener une réelle réflexion en politique étrangère. Les conséquences de l'évolution que semble révéler l'interview de Maurice Thorez au Times (choix d'une voix française au socialisme) sont nulles en matière d'insertion internationale.<sup>28</sup> Le PCF est bloqué par son mode de définition de l'identité nationale, ses déficiences (volontaires ?) dans le choix et la formation des cadres spécialisés en politique extérieure, et sa conception des rapports entre partis communistes, directement liée à son fonctionnement et à la priorité soviétique. Il ne peut mener une politique extérieure autonome au-delà de la défense de la grandeur française, c'est-à-dire de l'anti-américanisme. En tout cas l'Est de l'Europe ne se prêtait pas à une offensive réelle. Les intérêts spécifiques des peuples danubiens, entre autres, passaient derrière les impératifs

de la lutte de classes internationale. Les évoquer n'aurait pu que servir la "réaction".

- *Társadalmi Szemle* et la France

La conséquence essentielle pour le thème qui nous occupe ici est que la Hongrie bénéficiait d'une attention très partielle. Par contre, du côté des communistes hongrois, l'ouverture était plus importante. La question des relations entre cultures politiques se pose de façon plus nette à travers *Társadalmi Szemle* (*Revue Sociale*), la revue théorique mensuelle que le parti lance en 1946. Il y a un effort d'utilisation des expériences et du potentiel théorique français.

Il porte sur deux points distincts, la culture et la politique. La revue tente de rendre compte de la renaissance de la culture progressiste française. C'est à l'évidence un contrepoids à l'influence soviétique, et cela rejoint les ouvertures diplomatiques que nous avons décelées dans le domaine culturel. Sans entrer dans le détail des comptes rendus de lecture, on peut citer, comme exemple du message de la culture française véhiculée par la *Revue Sociale*, l'article de Irén Mód, dans la quatrième livraison de 1946, sur "L'Encyclopédie de la renaissance française".<sup>29</sup>

L'auteur est une des plumes de référence sur la France dans les organes communistes, et sa présentation insiste sur l'essentiel. D'abord l'entrée massive des intellectuels dans le parti communiste français à la libération, à cause de la résistance, mais aussi par désir de reconstruire le pays. Puis l'union entre les sciences, l'art et le peuple, qui doit être aidé dans son émancipation. D'une part les arts ne peuvent s'éloigner du peuple, d'autre part ils ont une valeur intrinsèque, mais les critères permettant de la distinguer restent dans l'ombre. Seule la présence de grands intellectuels garantit le sérieux de l'affirmation, mais c'est une donnée de poids.

Sur ces bases l'Encyclopédie se fixe une tâche élevée, que l'on peut ainsi résumer, couvert par l'autorité de Paul Langevin invoqué plus haut dans l'article : le lecteur manuel doit devenir intellectuel pour faire avancer la pratique par la science. Le travailleur doit comprendre la place de son travail dans l'usine, dans l'économie. Ainsi il ne sert plus machinalement les forces de la nature, mais devient un acteur conscient du grand travail créateur de redressement économique. Et l'intellectuel sert par ce travail de vulgarisation la collectivité, c'est-à-dire la reconstruction.

L'Encyclopédie "est à même de mettre au service de la culture française l'ensemble des forces créatrices de la nation" est-il dit. On voit bien l'attraction qu'exerce sur les communistes hongrois le prestige des activités culturelles du parti communiste français, et la culture française en général, car bien évidemment, l'oeuvre de référence, bien sûr dépassée, est l'Encyclopédie de Diderot et D'Alembert.

Cette utilisation des acquis du Parti communiste français dans le domaine culturel correspond au sentiment de retard et de petitesse que pouvait avoir les communistes hongrois, tant à cause de leur histoire politique, que de leur conscience de petite nation, y compris au plan culturel (surtout en comparaison

avec la France). Notons que jusqu'à l'été 1948 la revue a publié des notes de lecture sur des livres d'auteurs non communistes. Mais à partir de ce moment on ne trouve que peu de Français et tous communistes. Le tournant se fait sentir à peu près au même moment que dans les relations culturelles officielles, voire un peu plus tôt.<sup>30</sup>

Les sujets politiques connaissent un sort différent. Les informations sont en général relativement optimistes, et nombreuses. Dans le numéro 6-7 de 1948 Irén Róna insiste sur la bonne tenue du PCF que même le Figaro reconnaît.<sup>31</sup> Mais c'est la dernière fois que le parti frère apparaît sous cet angle. Après un long silence on trouve, dans le numéro de mai 1949, en page de couverture, en tête des articles de fond, le discours d'ouverture de Joliot-Curie au Congrès de la paix. Auparavant la revue avait souvent présenté les travaux des organes et des intellectuels du PCF. Les socialistes étaient également suivis avec attention. La droite est presque toujours située dans un cadre international. Pour le lecteur hongrois la transposition était donc facile. Même si celle-ci peut sembler trompeuse, ou si l'information apparaît bien limitée, la présence de ces articles rendaient la France "proche".

La politique est sujette à des comparaisons plus directes que la culture. Le bien et le mal y sont nettement discernés. La rupture vient de ce que les communistes ont perdu espoir de tirer à eux la vie politique française. Car dès le début la France était située en termes géopolitiques, mais la priorité était donnée à la force du mouvement populaire, communiste. Ensuite la réalité française a disparu, si ce n'est pour illustrer le conflit entre les "camps".

L'expérience du PCF ne pouvait plus être utilisée par le parti frère hongrois. La coupure est totale. En Hongrie c'est le début de la cristallisation stalinienne. En France le parti communiste a perdu toute chance de revenir au gouvernement, et tout programme transitoire réel. Comment pourrait-on faire, alors, des articles sur les plans de reconstruction portant aussi sur le plan Monnet, comme dans le premier numéro de 1947 ?<sup>32</sup> Ce refus d'utiliser les mêmes catégories d'analyse est bien un des éléments de la guerre froide. En deux ans le gouffre est apparu puis s'est creusé, élargi, jusqu'à devenir infranchissable.

Cette brève analyse des rapports entre partis communistes et entre pays montre le poids de la France en tant que nation porteuse d'une culture mondiale. Mais la façon dont le Parti communiste français intègre la dimension nationale n'est pas moins frappante. On perçoit ici ce que d'autres chercheurs ont commencé à traiter.<sup>33</sup>

Les relations entre PCF et parti communiste hongrois ont déjà été difficiles entre les deux guerres, et Péter Mód, dont on a vu le rôle dans les contacts entre partis, en avait été le témoin. Ces divergences ne seraient que points de détail si la question du statut des étrangers en France, des modalités de leur intégration, tant dans la nation que dans le parti communiste, n'était aussi ardue. Là encore nous retrouvons un PCF porteur de valeurs nationales qui ne sont peut-être pas "évidentes" pour des communistes d'Europe centrale. En effet on peut dire, en accord avec Stéphane Courtois, Denis Peschanski et Adam Rayski, que, pour le

parti français, l'intégration des étrangers (notamment après 1945) ne pose aucun problème, suite à leur participation à la Résistance; en revanche elle est subordonnée à l'oubli de leur "différence". Avec les gaullistes les communistes travaillaient à reconstituer l'image d'une France unie et uniforme, du moins en tant que nation(alité).

On perçoit donc, du côté des communistes français, combien le phénomène éminemment culturel qu'est le vécu national a joué un rôle décisif dans les relations avec le Parti communiste hongrois. L'effort fait pour assimiler la culture hongroise reste superficiel. Il y a surpolitisation. Même la "projection de puissance" culturelle, par le biais de personnalités comme Eluard, Langevin, ou Joliot-Curie, est marquée par l'aura politique. Le caractère étriqué de cette vision du monde ne peut se comprendre qu'en référence à l'immense espérance que portaient les projets de nature politique après la défaite du fascisme en Europe. Et le PCF n'était pas seul concerné. De même l'unanimité nationale française se retrouve-t-il chez les autres partis. Le patriotisme de parti du PCF rappelle d'ailleurs son ancrage français. Comme le soldat français pendant le premier conflit mondial, le militant n'a jamais douté de la victoire. La justesse de la cause entraîne la certitude de la victoire. Cette logique si efficace en France ne se retrouve pas partout, de même que l'unanimité nationale ou partisane. Toujours entre 1914 et 1919, même des combattants reconnus, comme les Hongrois, ne sont pas parvenus à une telle unanimité nationale, la défaite a correspondu à l'éclatement interne du pays.

La seconde guerre mondiale semble moins marquer la conscience nationale française. Le sentiment de représenter des valeurs universelles (1789) se retrouve au moins en 1918 et en 1945, mais après des années d'occupation la France est à la fois heureuse et meurtrie. La force de l'impact de ces expériences est énorme, sur le PCF aussi. L'imbrication entre l'expérience nationale et les acquis culturels du mouvement communiste rend difficile l'analyse comparée. Le militantisme communiste ne repose pas sur un socle identique. Selon les pays on distingue la diversité du fonctionnement d'une même "ligne" internationale.

Paradoxalement, on voit que le prosoviétisme profond des communistes français renforce l'identité nationale de l'organisation. Les relations entre partis se trouvent ainsi singulièrement limitées à des échanges de vues, dans le respect de formes très diplomatiques. Chacun restant maître chez soi, et soucieux d'éviter les ingérences, privilèges réservés sans doute aux Soviétiques. La diplomatie populaire semble être un moyen, pour le PCF, d'accéder à certains privilèges réservés d'ordinaire aux Etats. Elle légitime ses choix de société et sa direction.

Du côté hongrois, les conclusions sont différentes. La duplicité de la direction semble évidente jusqu'en 1948. L'établissement d'un régime soviétique ne s'impose, comme voie d'avenir, que très lentement à Rákosi qui garde des portes ouvertes à l'Ouest. On pourrait en écrire autant de son admiration pour Tito, qu'il savait ne pas être une marionnette de Staline, ou des tentatives d'union douanière avec la Roumanie, éléments qui prouvent qu'il a eu, un temps,<sup>36</sup> conscience de la nécessité d'éviter la soviétisation intégrale. En réduisant le rôle de la diplomatie traditionnelle, il savait que la diplomatie populaire lui serait de peu de secours.

Par principe, elle excluait toute spécificité hongroise. Politicien pragmatique et attaché au pouvoir, il a oublié les éphémères ouvertures de 1947-1948.

Pourtant la récente prise de position du parti communiste hongrois sur ces quarante dernières années risque, par la lucidité rétrospective dont elle témoigne, d'oublier les hésitations de 1947-1948.<sup>37</sup> Sans réécrire l'histoire on peut noter que l'ambassadeur français, Gauquié, insistait sur les conséquences néfastes de la politique américaine, qui poussait les communistes hongrois dans leurs retranchements et bloquait la situation intérieure du pays.<sup>38</sup>

La mutation culturelle du Parti communiste hongrois semble plus lente que celle du PCF. Il met plus de temps à couper les ponts avec le monde non communiste. Gauquié l'a perçu. C'est un élément de plus pour saisir l'importance de l'affaire yougoslave, qui elle, a fait basculer le parti hongrois.<sup>39</sup> On peut d'ailleurs se demander si la lenteur du choix hongrois ne vient pas des expériences douloureuses de l'entre-deux-guerres, et du sentiment de succès éprouvé à l'issue des trois années qui suivirent la libération. Sentiment opposé à l'expérience de défaite vécue par le PCF. De même, alors que le tournant confirme le PCF dans son attitude, il aboutit pour les Hongrois à la négation d'une bonne partie de leur activité depuis la libération. L'ambassadeur français envoie le 17 avril 1949 une dépêche qui tranche par l'ampleur des vues brassées. Il dit que Rákosi est dorénavant le modèle de dirigeant communiste et que l'étoile de Dimitrov se ternit, que la Hongrie a fait de grands progrès en trois ans, puis il développe trois thèmes clefs. Sur la nature des Hongrois d'abord; il écrit qu'ils "ne sont plus des balkaniques... Ils ont le goût du travail et plus encore celui de la tranquillité. Ils habitent une terre heureuse et une longue expérience leur a enseigné la nécessité du respect de l'autorité et les avantages de la passivité dans la résistance."<sup>40</sup>

Cette caractérisation est faite à un moment où le diplomate présente une sorte de bilan. Elle répond au besoin de définir tous les paramètres de l'évolution. Et en passant à la psychologie collective le ministre français vise également les communistes. Simplement il précise, dans le cas du parti communiste, un point essentiel: le grand nombre d'intellectuels juifs en son sein. Affranchissement ou volonté de revanche, il ne sait. Mais il y voit un grave problème politique. Le nouveau cours, paradoxalement, fragilise la direction. Ce qui rejoint le troisième et dernier thème, la purge annoncée dans le parti et l'Etat. Elle touchera beaucoup de gens, "et parmi eux peut-être des personnages fort considérables". Il ne croit pas à des "schismatiques", mais plutôt à des "carriéristes". C'est l'image d'une Hongrie qui a renoncé à son histoire, y compris pour les communistes, qui ressort de cette dépêche. Pourtant les positions sont fermement occupées. Et la période qui suit a été marquée par l'enfermement national.

Au total, le tournant de la guerre froide a contribué à accentuer l'identité nationale des partis communistes, mais pas sur le plan politique. Ce sont les références culturelles (implicites ou explicite), les comportements collectifs qui ont continué à porter le poids de cette identité nationale. Elle était à la fois niée par une stratégie qui se disait mondiale et soulignée par les discours "historique" et "économique", fort autarciques. Ce phénomène identitaire est d'autant plus fort

que le mouvement communiste international ne revient pas sur le tournant de 1935. C'est alors qu'on décréta que la révolution se ferait pays par pays, et que chaque parti se devait de reprendre les traditions progressistes nationales, que les élites capitalistes ne pouvaient manquer de trahir. Ainsi s'explique en partie les divergences d'évolution entre les partis communistes après la mort de Staline. La ligne nationale de 1935 et le nationalisme comportemental de la guerre froide ont créé les conditions d'une maturation nationaliste. Le PCF ou le parti communiste roumain choisirent une voie, le parti hongrois tatonna dans une autre direction. Partout le nationalisme se renforça. Mais la faiblesse des relations diplomatiques avec les pays non communistes, et la pauvreté de la diplomatie parallèle, "populaire", isolaient au départ l'expérience hongroise.

ANNEXE: LISTES DES ARTICLES NON CITES de Társadalmi Szemle ayant trait à la France:

#### Politique et communisme:

# 1946/2 (février), pages 118-125, rubrique "Mouvement ouvrier international", Mód Péter, "A Francia Kommunista Párt egységdokumentuma". Sur les efforts sur PCF pour fusionner avec la SFIO.

# 1946/5, rubrique "politique mondiale", Mód Péter, "Bilan de la démocratie française", pages 372-380.

# 1946/5, rubrique "mouvement ouvrier international", Róna Irén, "Le développement du mouvement ouvrier européen après la seconde guerre mondiale", page 381-385. Le PCF est mentionné à une place de choix dans la lutte contre les séquelles du fascisme et dans le combat pour la reconstruction (bataille du charbon).

# 1946/5, rubrique "revue", pas de signature, "La conférence de Paris", page 460. Sur la conférence sur les traités de paix.

# 1946/5, rubrique "revue", Fenyő Béla, "Krónika", (référendum en France)

# 1946/7, rubrique "revue", Baló László, "Les élections italiennes et françaises", pages 535-537. Sur les résultats qui montrent que des décennies de fascisme ont été inefficaces, que l'unité des forces ouvrières est décisive, et que l'influence des prêts américains est à suivre avec attention.

# 1946/10, Premier article (hors rubrique comme les suivants), Marcel Cachin, "Discours du camarade Marcel Cachin au III<sup>e</sup> congrès du parti communiste hongrois", pages 689-692.

# 1946/10, rubrique "revue", Róna Irén, "Le congrès du parti socialiste français", pages 760-764. Sur le renforcement de la droite socialiste.

# 1946/12, début hors rubrique, Berei Andor, "Deux tendances dans la politique internationale", (allusions à la France)

# 1947/1, début hors rubrique, Paul Langevin, "Progression, divertissement et culture", pages 55-58, (article tiré de *La pensée*). Extraits de la présentation de M(ód ?) P(éter ?):

"P.L., un des plus grand physicien de notre temps, le dirigeant reconnu des savants marxistes en France, est décédé le 19 décembre 1946, à l'âge de 74 ans."...

"Une des caractéristiques de son travail scientifique était qu'à côté de ses recherches sur de grandes questions théoriques (ses travaux sont particulièrement importants dans les domaines de l'(attraction) magnétique et de la radio-activité) il s'est toujours efforcé de rester en rapport avec la vie pratique. De nombreuses inventions et découvertes ayant une portée pratique sont à porter à son crédit (il a entre autres inventé l'outil qui permet aux sous-marins de faire des recherches sous la mer). Le deuxième trait marquant de son caractère, est que comme tout vraiment grand savant et grand humaniste, il a mis ses capacités en même temps au service de la science et de la progression humaine, de la libération des opprimés. Sur le plan théorique cela l'a conduit de la pensée rationaliste au matérialisme dialectique, cependant que sur le plan pratique cela l'a mené à la classe ouvrière."(prof au Collège de France, fondateur de *La pensée*, fondateur et organisateur des universités ouvrières "où des milliers de prolétaires français ont appris à connaître et à respecter de façon marxiste les sciences et les arts."...

Après la guerre, avec Joliot-Curie, l'autre grand savant prix Nobel, il entra au parti communiste pour, comme il l'a dit, "prendre la place de son beau-fils et utiliser l'arme que les nazis lui avaient ôtée des mains".

A sa mort la science française, le PCF, et les travailleurs du monde entier le pleurent.

L'article suit, après cette page et quart de présentation.

# 1947/2, rubrique "könyvismertetés", Mód Péter et Mód Irén, "La littérature marxiste française contemporaine", pages 148-154, (sur Garaudy, Le communisme et la morale; Cachin, Sciences et religion; Maublanc, Le marxisme et la liberté, Esquisse d'une morale républicaine)

# 1947/4, début hors rubrique, O. Kuusinen, "Tentatives pour placer les peuples d'Europe sous tutelle", pages 241-254, (allusions à la France)

# 1947/6, début hors rubrique, Edvard Kardelj, "L'évolution de la situation internationale après la seconde guerre mondiale", pages 409-422, (allusions à la France)

# 1947/7-8, -début hors rubrique, Paul Langevin, "Pensée et action", pages 508-519, (notes en bas de page par le traducteur et pp.518-519 présentation de Mód Péter.) (L'article apparaît sur la couverture)

# 1947/7-8, rubrique "revue internationale", Mód Péter, "Le XI<sup>e</sup> congrès du parti communiste français", pages 574-578, (premier article de la rubrique avant celui consacré à la lutte du pc italien)

# 1947/7-8, rubrique "revue internationale", Victor Leduc, "Le fascisme en Grèce", pages 584-587, (tiré de Démocratie nouvelle)

# 1947/7-8, rubrique "könyvismertetések", Mód Irén, "Maurice Thorez: A francia fölemelkedés politikája", pages 601-603, (Une politique de grandeur française, Edition sociales, 1945)

# 1947/9-10, début hors rubrique, Laurent Casanova, "Le communisme, la pensée, et l'art", pages 650-658 (Avant-propos de 9 lignes de la rédaction qui insiste sur le haut niveau de l'intervention au congrès de Strasbourg du rédacteur

en chef de *La pensée*, et sur la nécessité pour les intellectuels du MKP de travailler en profondeur)

(Dans ce numéro les articles qui sont repris en couverture sont dans l'ordre: Géza Losonczy, "Des élections à la formation du gouvernement", Márton Horváth, "La social-démocratie de droite", A.A. Zsdanov, "Intervention au cours du débat philosophique qui a eu lieu en URSS", L. Casanova..., György Ányos, "L'Amérique contre l'Europe", György Pálóczi-Horváth, "L'arrière-plan économique-politique de la crise anglaise", György Lukács, "La représentation du monde capitaliste - dans le miroir réformiste")

# 1947/11, rubrique "revue internationale", Varga Jenő, "Le vrai visage de De Gaulle", pages 810-813, (article paru en russe dans *Economie mondiale et politique mondiale*, sur le livre de De Kerillis paru sous le même titre, très critique pour De Gaulle, mais pro-américain)

(L'article de Ányos György, "L'Amérique contre l'Europe", se termine dans ce numéro)

# 1947/12, rubrique "revue internationale", Róna Irén, "La France en crise", pages 871-876, (analyse de la crise sociale et politique...)

# 1949/3-4, rubrique "könyvismertetés", Nádor György, "G. Politzer, Eléments fondamentaux de la philosophie", pages 289-290,

# 1949/3-4, rubrique "könyvismertetés", Nádor György, "Aragon, L'homme communiste", pages 290-292

#### Littérature:

# 1947/3, rubrique "livres reçus", Malraux: Két nemzedék, Anonymus, 1946, et Malraux: Királyok útja, Révai, 1947

# 1947/6, rubrique "irodalmi tájékoztató", Sz. J., "André Malraux: Két nemzedék", page 472

# 1947/7-8, rubrique "irodalmi tájékoztató", R.K., "Honoré de Balzac: Háború útán", Szikra, 1947, page 614

# 1947/11, rubrique "irodalmi tájékoztató", r.-gy., "Guy de Maupassant: A vallomás", Szikra regény tára, 1947. (Recueil de nouvelles, trad. Lányi Vilmos; Maupassant héritier de Flaubert qui dépasse le maître car le naturalisme est complété par un réalisme artistique)

# 1947/12, M.G., rubrique "irodalmi tájékoztató", Boóc Imre, "Francia ég alatt", Szikra regény tára, 1947. (Jeune hongrois FTPF à Grenoble, récit vécu)

# 1947/12, M.G., rubrique "irodalmi tájékoztató", M.V., "Pierre Courtade, Franciák és németek", Budapest, Parnassus, 1947. (Roman, supériorité morale des résistants sur les collaborateurs.)

# 1948/1, ré., rubrique "irodalmi tájékoztató", "Illyés Gyula: Franciaországi változások", Nyugat kiadás, 1947

## NOTES

- 1 Voir texte de l'Armistice du 20 janvier 1945 et les développements sur la Commission de Contrôle Alliée dans Mihály Fülöp, "The Berlin (Potsdam) Conference and European Peace" in *Külpolitika*, numéro spécial "Hungary and the World", 1985, Budapest. Voir également sur le premier point Mihály Korom, *Magyarország ideiglenes nemzeti kormánya és a fegyverszünet (1944-1945)*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1981, pp. 494-507 et sur le retour à la souveraineté hongroise Sándor Balogh, *Magyarország Külpolitikája 1945-1950*, seconde édition révisée et augmentée, Budapest, Kossuth, 1988, p. 268 et note 1076. Le 15 septembre 1947 le traité de paix entre en vigueur.
- 2 Le parti communiste hongrois a souvent changé de nom. (Nous précisons les initiales hongroises le cas échéant.) Créé autour du 24 novembre 1918, sous le nom de Parti des communistes de Hongrie (KMP), il fusionne avec le Parti social-démocrate de Hongrie le 21 mars 1919 au sein du Parti socialiste de Hongrie qui devient lors de son unique congrès en juin le Parti socialiste communiste des ouvriers de Hongrie. Avec la chute de la République des Conseils, en août 1919, il reprend son nom et sa spécificité, mais avant tout il se reconstitue en exil. C'est pour permettre aux communistes de mener une activité légale en Hongrie que le KMP lance, en 1925, le Parti ouvrier socialiste de Hongrie (MSZMP) qui disparaît en 1928. Début juillet 1943, la direction KMP en Hongrie décide, pour tromper un temps la police, ou pour saluer la dissolution de l'Internationale communiste, de changer de nom, il devient le Parti de la paix (Békepárt). Début octobre 1944 l'appellation KMP réapparaît parfois mais le parti se dénomme tout simplement Parti communiste (KP), et un peu plus tard, Parti communiste hongrois (MKP).  
Le 12 juin 1948, lors de la fusion avec le parti social-démocrate, le nouveau parti prend le nom de Parti des travailleurs hongrois (MDP). Ce n'est qu'en plein milieu des "événements" de 1956 que l'actuel Parti socialiste ouvrier hongrois est lancé, et on peut noter que l'intervention soviétique n'a pas entraîné un retour à l'ancien parti.
- 3 Les ouvrages de MM. Balogh et Korom cités plus haut ne font pas d'analyse détaillée de cette absence de souveraineté. Le premier, dans *A magyar népi demokrácia története 1944-1962*, (Budapest, Kossuth, 1978) se contentait d'écrire "...le point n° 17 /de l'accord d'armistice/ faisait espérer un rétablissement pratique progressif de la souveraineté hongroise..." en évoquant le retour sous administration hongroise des zones de l'arrière et "Le point n° 18 annonçait la mise en place de la C.C.A., destinée à contrôler les conditions de l'armistice...". Ce qui montre qu'en utilisant le mot souveraineté dans un sens très particulier, puis en oubliant d'expliquer la signification du "contrôle" exercé par la C.C.A., en 1978, M. Balogh prenait le parti de retracer l'histoire hongroise après 1945 sans prendre en compte comme facteur endogène l'intervention / la passivité soviétique. Notons que l'auteur évoque au coup par coup grand nombre de pressions soviétiques dans ses divers ouvrages.  
Dans de nombreux livres de mémoire et d'analyse d'émigrés l'intervention soviétique est au contraire mise en avant systématiquement, mais le statut juridique de celle-ci leur est secondaire. C'est l'occupant qui est vilipendé. Au contraire, la méthode est différente dans *De Béla Kun à János Kádár. Soixante-dix ans de communiste hongrois*, (Paris/Genève, Presse de la FNSP/Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales, 1987) écrit par Miklós Molnár. L'historien rappelle les travaux de Bruno Arcidiacono (*Le "Précédent italien" et les origines de la guerre froide. Les Alliés et l'occupation de l'Italie, 1943-1944*, Bruxelles, Bruylant, 1984) qui montrent comment la souveraineté des pays vaincus est suspendue au profit de la puissance occupante, qui use à sa guise de l'instrument qu'est la C.C.A., et souligne le rôle spécifique de la C.C.A. en Hongrie dans ce cadre juridique et international (p.160).  
Par ailleurs l'ouvrage de M. Molnár est la meilleure synthèse en français sur l'histoire du Parti communiste hongrois.
- 4 Voir les Archives américaines (National Archives) utilisées par Annie Ruiz-Lacroix, par exemple, pour étudier le pendant "impérialiste" ou "démocratique" de l'attitude communiste. Dès 1947 la volonté de rupture est nette aussi outre-Atlantique.
- 5 Voir en particulier aux Archives du Ministère des Affaires Etrangères de Paris (MAE) dans la série Z-Europe-1944/juin 1949, le dossier Hongrie-17, les dépêches et télégrammes du ministre plénipotentiaire (ambassadeur) à Budapest Gauqué pour la période 1948/1949.
- 6 Voir MAE Z-Hongrie-1944/1949, dossiers 29 "Culture" et 24 "Relations bilatérales".
- 7 MAE Z-Hongrie-1944/1949 dossier 17, folios 212-213.
- 8 MAE Z-Hongrie-1944/1949 dossier 17, folios 242-244, télégramme n° 702 du 23 décembre 1948, de M. Gauqué: "L'événement (Dobi nommé Président du Conseil peu après la fuite du ministre des finances, le petit-proprétaire Miklós Nyáradi PG) prouve donc que les dirigeants hongrois eux-mêmes, estiment que la situation n'est pas encore assez mûre pour les grands changements, depuis longtemps envisagés, non seulement dans la composition du gouvernement, mais dans la situation de l'appareil gouvernemental et dans la Constitution. Le régime de la Hongrie appartiendra donc pour un temps encore au type de la démocratie

populaire, état de transition avant la formation de l'Etat socialiste. Mais la maturation est rapide et les étapes transitoires sont maintenant franchies à une vitesse accélérée..."

Le diplomate précise alors les manifestations de cette évolution. Ainsi pour ce qui est du capital étranger, "on en est à l'extrême limite où le principe même d'une compensation est encore admis." L'"Etat prolétarien s'organise"... ce qui se voit dans le domaine des relations culturelles. "Croisade contre l'Occident..., c'est à l'Est que la science, l'art, la littérature sont venus chercher leurs représentations et leurs modèles...ses maîtres actuels (de la Hongrie, PG) se montrent volontiers plus russes que les Russes, comme leurs prédécesseurs se sont montrés plus allemands que les Allemands."

9 MAE Z-Hongrie-1944/1949 dossier 17, folio 249, dépêche n° 25 de M. Gauquié du 19 janvier 1949; il y reprend l'article de Rákosi dans *Szabad Nép* où le premier dirigeant hongrois annonce que depuis trois mois la Hongrie s'est intégrée au "système des démocraties populaires". Il note la proximité du propos avec ceux de Dimitrov à Sofia et de Bierut à Varsovie. En fait, la direction hongroise se décide à effacer définitivement les traces du "retard" qui lui avait valu d'être tancée à la première réunion du Bureau d'Information, fin septembre 1947.

MAE Z-Hongrie-1944/1949 dossier 17, folio 287-288, dépêche n° 149 de M. Gauquié du 17 avril 1949; le discours de Révai qui annonce que la démocratie populaire équivaut à la dictature du prolétariat est dûment souligné. Le même jour le ministre français envoie une autre dépêche, plus longue, sorte de bilan sur la Hongrie, que nous citerons plus bas (n°173, folios 289-291).

10 Párttörténeti Intézet, Archivum (PIA), fonds 274, groupe 10, dossier 84, folio 43, (274/10/84 Fol. 43). Cette source confirme ce qui disait tout à fait ouvertement un article de *Társadalmi Szemle* (1946/12, rubrique "revue", Kerékgyártó Elemér, "La réorganisation de nos relations culturelles extérieures", pages 918-925). L'auteur part des remarques de Rákosi et Gerő au III<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste hongrois (29 septembre-1er octobre 1946, Budapest). Il se fixe pour modèle la relève diplomatique de la jeune Union Soviétique et les relations tissées par organisations "démocratiques" de la jeunesse. C'est l'application d'une ligne qui vise la rupture avec le passé, et qui aboutit à rejeter tout ce qui n'est pas communiste. On voit que les dirigeants ne sont pas aussi radicaux en pratique.

11 MAE Z-Hongrie-1944/1949 dossier 29, folios 225-226, dépêche de Monsieur Lemaire n°436 du 18 novembre 1948.

12 Les documents de France-Hongrie étaient entre les mains de Louise Mamiac et André Wurmser, qui y furent très actifs. Sur les débuts nous pensons qu'il y a très peu d'informations, mais l'accès à ces fonds n'ayant pas été possible, nous n'en savons pas plus.

Dans les archives diplomatiques françaises on trouve plusieurs mentions de l'association. Nous citons ici les pièces qui indiquent l'avis officiel sur l'association:

- MAE Z-Hongrie-1944/1949 dossier 24, (relations bilatérales) folio 46. Lettre de la direction d'Europe du 27 janvier 1946, à la suite de la demande faite par l'Association France-Hongrie à M. Gachot de tenir une conférence à Paris sur la Hongrie nouvelle à la Sorbonne: "La Direction d'Europe, sans émettre un avis défavorable à la proposition qui a été faite à Monsieur Gachot, considère comme prématurée une manifestation officielle franco-hongroise, à un moment où les relations diplomatiques viennent seulement d'être reprises entre les deux pays, et où les problèmes posés par les divergences d'opinions dans la colonie hongroise risquent de donner à la conférence de Monsieur Gachot une orientation politique susceptible d'interprétation plus ou moins fâcheuse pour le maintien des bonnes relations entre la France et la Hongrie..."

- MAE Z-Hongrie-1944/1949 dossier 24, folios 64 et 65. Lettre de Marcel Rebourset, docteur en droit, avocat à la Cour (Metz), président de l'Union nationale des officiers de réserve, qui "a fait l'objet d'une sollicitation de participation à la création de "France-Hongrie" dont le siège est à Paris"... et qui demande si "l'action de ce comité" se développe dans "les lignes du gouvernement français", en date du 12 octobre 1946. Et lettre de réponse datée du 24 octobre 1946:

"J'ai l'honneur de vous faire savoir que les conditions dans lesquelles l'Association "France-Hongrie" s'est constituée récemment permettent difficilement de se prononcer sur l'avenir de celle-ci. Il semble toutefois que, sous le couvert d'une propagande franco-hongroise, cette association poursuive un but politique bien déterminé.

Dans ces conditions j'estime qu'il n'y a aucune urgence à ce que vous participiez au Comité "France-Hongrie".

Cette lettre, qui émane des services des Affaires étrangères, est définitive. Parmi les autres pièces disponibles dans ces archives il y a les premiers statuts et diverses lettres.

Dans les archives du parti à Budapest on note quelques pièces fort intéressantes. Nous ne citerons que la lettre de István Brauer (secrétaire général) et Bertalan Pór (président) du Mouvement pour l'Indépendance Hongrois (MFM, en hongrois) à Pál Auer, ambassadeur hongrois en poste à Paris, en date du 7 octobre 1946. (Párttörténeti Intézet, Archivum, 274 fund, 10.csomó/87 örző egység, folio 93).

"Notre mouvement a organisé l'association France-Hongrie, qui bien que composée exclusivement de citoyens français, comme elle n'a aucun moyen financier, vit avec les fonds que lui a donné, tenant compte de ses options, le Mouvement pour l'Indépendance Hongrois."

- Or les auteurs expliquent que la source est tarie et que c'est à l'ambassade de prendre le relai. Toutefois, comme il ne serait pas souhaitable que l'Association reçoive des fonds d'un organisme d'Etat (Ambassade), le mouvement se propose de servir d'intermédiaire.
- Pour en finir, rappels que la presse de l'époque apporte des précisions sur la création de l'association. Dans le numéro du 9 décembre 1945 de *Magyar Szemle*, page trois, on peut lire un compte rendu de la soirée Bartók, retransmise à la radio, organisée sous l'égide de l'Association. Cette revue éditée par le MFM à Paris donne de nombreux autres renseignements.
- 13 MAE Z-Hongrie-1944/1949 dossier 24, folios 98, 124, 140 et surtout 111-112, télégrammes n° 467 à 471 du 15 juillet 1947 de M. Gauquié où il reprend sa rencontre avec Rákosi ou celui ne avoir tenu des propos infamant pour la France à Prague le 25 juin. Il y aurait dit que la France se serait vendue pour quelques millions de dollars. Donc il s'engage si nécessaire à faire un démenti à l'AFP (ce qui fut fait) et précise qu'il voulait dire que "la Hongrie n'est pas prête à prendre le risque que les Etats-Unis s'assurent des avantages contre un prêt... risque que courent la France et l'Italie".
- 14 MAE Z-Hongrie-1944/1949 dossier 24, folios 200, télégramme n° 576 de M. Gauquié du 1er octobre 1948: "si nous avons à définir notre position il serait (équitable) de tenir compte du fait que le gouvernement hongrois s'est efforcé d'observer dans ses rapports avec la France une attitude relativement correcte par exemple dans la question des dommages de guerre, celle des restitutions des dommages de guerre, celle des restitutions où nous avons obtenu ici beaucoup plus que dans les autres pays intéressés."  
"De plus les Français (sont) bien accueillis à Budapest, et (en ce qui concerne) les questions culturelles, l'attitude hongroise a été -jusqu'ici- pour le moins satisfaisante".
- 15 MAE Z-Hongrie-1944/1949 dossier 29, folios 183-186, télégramme n° 28 du 15 janvier 1948, de M. Gauquié où il raconte sa rencontre avec Rákosi. Le dirigeant communiste explique alors qu'on ne peut envoyer un ministre hongrois à Paris pour signer l'accord culturel car les Soviétiques n'accepteraient pas un tel signe de désolidarisation. Mais sur le fond le leader communiste insista sur l'effort hongrois en direction de la France qui selon lui n'était peut-être pas apprécié à sa juste valeur à Paris. Enfin on remarquera que Gauquié en évoquant les émigrés actifs politiquement ne leur donne pas le beau rôle en signalant qu'ils compliquent plutôt qu'autre chose l'action de ceux qui restent.
- 16 Rajk est ministre de l'intérieur du 20 juin 1946 au 5 mars 1948, puis il reçoit le portefeuille des Affaires Etrangères qu'il abandonne officiellement le 11 juin 1949. Une note du SDFCE (MAE Z-Hongrie-1944/1949, dossier 17, folio 259) datée du 21 février 1949 signale des discussions au sein du parti communistes hongrois où Rajk, Kossa et Apró, appuyés par les représentants des syndicats et du Grand Budapest, aussi communistes que les autres mais opposés à l'obéissance servile à Moscou, auraient fait front face à Rákosi. Gauquié, trois jours plus tard, reprend le même thème (MAE Z-Hongrie-1944/1949, dossier 17, folios 265-266, dépêche numéro 83).
- 17 Le curriculum de François Gachot (MAE Hongrie-1944/1949, dossier 29, folio n° 17, fin 1945) accompagne une longue lettre de M. Gauquié (MAE Hongrie-1944/1949, dossier 29, folios numéro 14-15, lettre du 24 septembre 1945) sur les mérites de son ancien collaborateur au Comité de Gaulle, qui représentait la France en Hongrie après la libération. Le diplomate souligne le succès de la Société franco-hongroise et insiste sur la dimension politique de l'homme de culture: "Il a su créer, avant la période actuelle, de puissantes amitiés auprès des personnages aujourd'hui dans les places dirigeantes.../ce qui explique /... l'accord unanime que nous rencontrons..."
- 18 *Rajk László és társai a népbíróóság előtt*, Budapest, (1949 ?), Szikra, 271 p. Les audiences ne sont tenues du 16 au 22 septembre 1949, le verdict annoncé le 24. Ce livre édité par le parti au pouvoir est un modèle du genre. C'est une construction qui se veut parfaite, à l'image du procès.
- 19 Rajk explique (page 29) comment il a été arrêté en France en 1931, puis rapidement libéré contre la promesse de travailler pour la police politique hongroise. Plus tard, entre 1939 et 1941 il est enfermé dans les camps français destinés aux Républicains espagnols. C'est alors que le Deuxième Bureau prend contact avec lui, car il est trotskiste, et qu'il est connu que les trotskistes travaillent partout avec la police, explique-t-il en substance (pages 33-35).
- 20 Pages 41 et 42. Le texte respire le mépris réservé à ces seconds couteaux.
- 21 Page 212 le témoignage de madame László Fleischer est éloquent: "Pendant toute la période où j'ai été la secrétaire de Justus il était en contact avec Gachot. Gachot venait souvent le voir dans son bureau et ils avaient alors de longues conversations. Systématiquement entre quatre yeux. Mais il arrivait parfois que je sois également présente lors de ces conversations car ils parlaient en français et moi, je n'en comprenais pas un mot. Alors j'ai remarqué que Gachot prenait des notes sur la conversation. Quelques fois, après le départ de Gachot, Justus m'a dit de ne rien dire à personne sur ces conversations, car elles devaient rester strictement secrètes. Je sais aussi qu'ils se sont parfois parlés au téléphone et qu'ils se sont rencontrés à l'extérieur. Je sais qu'il y a eu au moins une ou deux rencontres de

ce type." L'accusation et le juge ne demandèrent même pas de précisions. Or il n'y a rien dans ce témoignage, au-delà du simple contact.

- 22 Les listes des fonds, des dossiers, ou des pièces, si elles existent, ne sont pas disponibles. Les responsables des archives choisissent pour le chercheur les documents qui semblent intéressants. A partir des références on peut tenter de voir ce qui manque, mais c'est difficile car le système de numérotation des pièces n'est pas évident. D'autre part on ne sait pas ce qui est perdu, détruit, ou simplement fermé pour des raisons diverses (mise en cause individuelles, ou d'institutions étrangères,...). Dans l'état actuel des choses nous remarquons simplement que la réglementation élaborée par le Bureau Politique du Parti socialiste ouvrier hongrois est plus libérale (en décembre 1988) que ces dernières années, et que, dans le cas présent les archivistes ont fait preuve d'une grande rapidité, et n'ont pas éliminé certains documents "délicats".
- 23 Voir Párttörténeti Intézet, Archivum, 274 fund, 10.csomó/84 őrző egység, folio 8 /recto-verso/ "Rapport sur le message de la direction du parti communiste français", pour la direction du MKP, daté du 26 octobre 1945, en hongrois).
- 24 Voir Párttörténeti Intézet, Archivum, 274 fund, 10.csomó/84 őrző egység, folio 37, lettre de Péter Mód à Andor Berei (double) du 14 février 1948 /Ici erreur d'un an. Mindszenty est arrêté le 23 décembre 1948 et le 8 février 1949 il est condamné à la réclusion à perpétuité./ Péter Mód rend compte de sa discussion avec Ducloux. Le secrétariat du PCF venait de terminer la réunion où s'est décidée l'attaque contre le Vatican. La politique de droite et les appels impérialistes à la guerre sont les deux cibles. Or le deuxième point est d'abord illustré grâce à l'affaire Mindszenty.
- 25 Voir Párttörténeti Intézet, Archivum, 274 fund, 10.csomó/85 őrző egység, folio 34-35, György Angyal, "La situation des membres hongrois du parti communiste français", sans date. Le rapport précise qu'il y a environ 4000 communistes étrangers dont 400 Hongrois. Pendant la guerre il y avait des groupes de langue. Puis les étrangers ont intégré les cellules du PCF, mais les organisations de masses (syndicats, clubs culturels,...) nationales sont obligatoires comme l'appartenance au syndicat de l'entreprise où ils travaillent pour les membres du parti. Enfin il y a pour assurer le contact entre groupes nationaux et direction du PCF un responsable national.
- 26 Il s'agit bien sûr seulement du PCF. La diplomatie française, elle, a tenté dès 1945, d'arrondir les angles en faveur des Hongrois. Mais elle n'était pas en position d'imposer ses vues. (Voir Le document du 6 septembre 1945 de la Direction d'Europe du Ministère des Affaires étrangères français sur les frontières, qui souhaite une modification en faveur de la Hongrie à l'est de Debrecen, dans le Grande Plaine, et un échange de population. MAE Z-Roumanie-1944/1949, dossier 24. Cité par Mihály Fülöp, "The Council of Foreign Ministers and the Hungarian Peace Treaty of 1947", in *Külpolitika*, numéro spécial "Hungary in the International Environment", 1985.) Les Français continueront à chercher une solution, mais toujours sans illusion, et en tenant compte du rang de priorité très bas qu'ils donnaient à cette affaire.
- 27 Voir Párttörténeti Intézet, Archivum, 274 fund, 10.csomó/85 őrző egység, folio 43, recto-verso. Paris 23 juillet 1945, Budapest 13 septembre 1945, en hongrois, "La direction du groupe de langue hongrois du parti communiste français".
- 28 En date du 18 novembre 1946. Le secrétaire général du parti communiste français y disait : "Les progrès de la démocratie à travers le monde, en dépit de rares exceptions qui confirment la règle, permettent d'envisager pour la marche au socialisme, d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes. De toute façon le chemin est nécessairement différent pour chaque pays." Et il précisait que la "démocratie nouvelle et populaire" maintiendrait la démocratie parlementaire, les nationalisations étant un moyen de démocratiser l'économie grâce au poids des partis ouvriers dans l'Etat. Toutefois, après un flottement, le dirigeant du PCF ramène la démocratie nouvelle à une forme de dictature du prolétariat. Les historiens communistes français montrent bien cette évolution dans *Le PCF, étapes et problèmes 1920-1972* (Paris, Messidor/Éditions Sociales, 1981, p. 268-271, contribution de Jean-Paul Scot). Même sur le plan théorique, les communistes hongrois seront plus long à se déterminer.
- 29 *Társadalmi Szemle*, 1946/4, rubrique "kültúrpolitika", Irén Mód, "A francia Megújodás Enciklopédiája", pages 307-310.
- 30 Dans le *Társadalmi Szemle* de juin-juillet 1948 on trouve des revues d'ouvrages d'Albert Camus et André Maurois. Mais il est vrai qu'il faut remonter à 1947 pour trouver des compte-rendus d'oeuvres littéraires françaises.
- Pour avoir une idée des articles de la revue qui ont un rapport avec la France, voir l'Annexe en fin d'article.
- 31 *Társadalmi Szemle*, 1948/6-7, rubrique "Szemle", Irén Róna, "La lutte de la classe ouvrière dans un monde coupé en deux". Elle insiste également sur les échecs de Force Ouvrière, et sur le fait que la politique extérieure de l'URSS et des démocraties populaire aide les forces démocratiques des pays capitalistes.

- 32 Társadalmi Szemle, 1947/1, rubrique "revue", Pál Sándor, "Les plans de reconstruction d'Etat à l'étranger", pages 59-65. (Dans l'ordre: Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Bulgarie, Pologne, France). Le plan français est présenté à la fin sur une page environ. "Et enfin nous allons brièvement parler du plan français, le plan Monnet, qui dans son programme sur quatre ans, décrit la réorganisation de l'industrie et de l'agriculture françaises, en ruine (actuellement). Le plan touche avant tout les six branches essentielles de l'industrie française..." On insiste sur les pressions américaines et la faiblesse de la démocratie française. Mais le plan est quand même cité comme exemple de tentative de reconstruction. Il est à souligner que les différences entre les plans des démocraties populaires sont bien mises en évidence, ce qui ne se fera plus les années suivantes.
- 33 *Le sang de l'étranger. Les immigrés de la M.O.I. dans la résistance*, Paris, Fayard, 1989. On y trouvera de nombreuses références aux époux Mód, et aux communistes hongrois. De plus l'ouvrage suit avec attention les prises de positions du PCF face à l'immigration entre les deux guerres et rappelle que Maurice Thorez n'hésita pas à reprendre le slogan "la France aux Français", ce qui, malgré les nuances apportées, pouvait mettre en difficulté les communistes étrangers.
- Au delà de ces aspects factuels le livre pose bien le problème de l'image nationale sous-jacente qu'avait le PCF. Mais comme cela n'était pas son thème essentiel, il ne traite pas certains des effets de l'idéologie "nationale" du Parti communiste français.
- Sur Péter Mód, rappelons qu'il a été arrêté en 1949 et que ce n'est qu'après 1956 qu'il pu faire une carrière diplomatique qu'il termina à Paris en tant qu'ambassadeur entre 1968 et 1974.
- Enfin, la question de l'utilisation des archives de la MOI dans les procès hongrois est posée. Elles ont été transmises aux Soviétiques par le PCF.
- 34 Voir Jean-Jacques Becker (avec la collaboration d'Annette Becker), *La France en guerre (1914-1918). La grande mutation*, (Bruxelles, Editions Complexe, 1988). Les pages 40 à 43 portent sur le thème du moral des soldats vu au travers de leur correspondance privées, dont les traces ont été gardées par la censure militaire. Un bibliographie est fournie en note. Du côté français jamais il n'y eut de refus massif du combat, ou de moment où l'Allemand n'aurait pas été considéré comme l'ennemi. Cette certitude, cette union dans le devoir accompli, ont profondément démarqué l'histoire de la France en guerre de celle d'autres belligérants.
- 35 Voir les divers travaux du colonel Nouzilles qui a, entre autre, étudié le comportement militaire des Hongrois en 1918-1919. Notons que la "bonne" cause (nationale) a été défendue en 1919 par le gouvernement de Béla Kun, ce qui ne manqua pas de troubler le consensus. Plus généralement, les espoirs de victoire nationale dans le consensus politique n'ont pas réellement existé en Hongrie au XXème siècle.
- 36 Voir, Mihály Fülöp, "Staline a-t-il approuvé l'union douanière hungaro-roumaine ?", *Magyar Nemzet*, 22 octobre 1988 (en hongrois)
- 37 *Társadalmi Szemle* dans un numéro spécial paru fin mars 1989 a présenté les résultats des travaux de la commission chargée par la conférence nationale de mai 1988 (marquée par le départ de Kádár, remplacé à la tête du Parti socialiste ouvrier hongrois par Károly Grósz) de réviser les dogmes en cours sur l'histoire de la Hongrie et du parti des quatre dernières décennies.
- Le passage qui nous concerne le plus directement est cité ici intégralement, d'après la traduction proposée par le Bureau hongrois de presse et de documentation intitulé: *PRISE DE POSITION DE LA SOUS-COMMISSION HISTORIQUE DU COMITE CENTRAL DU PSOH SUR L'HISTOIRE DES QUATRE DERNIERES DECENNIES* (Texte abrégé), mars 1989.
- "Après la libération, un tournant politico-social révolutionnaire et démocratique s'est opéré dans le pays. La présence des troupes soviétiques et de la Commission de contrôle alliés était garante d'une dénazification conséquente. L'initiative spontanée a créé de nombreuses institutions du pouvoir populaire. Le régime de coalition qui, certes, devait sa cohésion à des facteurs extérieurs, s'est avéré viable. Mais la situation géopolitique de la Hongrie et les accords entre les grandes puissances qui délimitaient - ne fût-ce que tacitement - la sphère d'intérêt de chacune d'elles, ont considérablement renforcé en Hongrie le poids et l'influence politique du Parti communiste hongrois, lui assurant, au sein de la coalition, un rôle dépassant son influence réelle, ce qui lui ouvrait dès le début, la possibilité de s'emparer des positions-clés dans les organes de répression. La reconstruction de l'économie hongroise a pris de l'essor incontestablement sous l'impulsion d'un programme de politique économique cohérent et compétent. Durant l'année 1946, un système économique présentant les caractéristiques du capitalisme d'Etat s'est établi, malgré la prépondérance persistante de la petite propriété. Une stabilisation de la monnaie a été opérée, ne faisant appel qu'aux ressources propres du pays et l'Etat a partiellement mis la main sur les positions-clés de l'économie.
- Le tournant des années 1947-1948 et les années 1950
- La prétention à transformer selon une orientation ouvertement socialiste la formation dite de démocratie populaire a été mise à l'ordre du jour dans la seconde moitié de 1947, ayant pour point de départ et toile de fond la désagrégation de la coalition des grandes puissances

remontant à l'époque de la guerre. La coopération des grandes puissances a cédé la place à la guerre froide menaçant de conflit armé. Créé en 1947 le Bureau d'information déclarait, comme position uniformisée des partis communistes, la scission durable du monde en deux camps et l'inéductibilité de la guerre. Les frontières des pays socialistes ont été hermétiquement fermées, le "rideau de fer" baissé.

La direction du parti, ayant Rákosi à sa tête a salué ce tournant et a procédé à l'anéantissement des partis non seulement d'opposition, mais aussi de coalition et cela dans la plus large mesure et avec le maximum d'enthousiasme. La copie extrêmement servile du modèle soviétique comportait l'adoption de nombreuses institutions étrangères, sans tradition en Hongrie. Temps fort de la transformation opérée en Hongrie: en été 1948, communistes et sociaux-démocrates, c'est-à-dire les deux partis ouvriers, ont fusionné. Pratiquement ce fut le Parti communiste qui, absorbant le Parti social-démocrate, a créé le Parti de travailleurs hongrois (PTH). Plus tard, réduisant les militants et les organisations du parti au rôle d'exécutants et d'éducateurs agressifs dans leur milieu social, on a mis en place l'appareil, le pouvoir bureaucratique et incontrôlable des leaders omnipotents.

Le tournant opéré en 1948 a été, conformément à la logique du système, suivi presque immédiatement par le procès monté contre László Rajk, appelé à fournir des preuves directes pour démasquer Tito. Sa conception et son scénario ont été échafaudés par des spécialistes du service secret soviétique qui, à partir d'un certain moment, ont pris en charge même les interrogatoires. C'est le coup d'envoi d'une série de procès montés. En conformité avec cette mutation politique, dans l'économie on entreprend aussitôt de calquer le modèle économique qui a été mis en place en URSS essentiellement après 1928. La transplantation intégrale du modèle soviétique, des organisations politiques et du paysage institutionnel jusqu'à la politique économique et au système de planification à copier s'impose en contrainte idéologique, théorique et politique.

38 MAE Z-Hongrie-1944/1949 dossier 17, folios 283-285, télégramme n° 230 de M. Gauquié, du 9 avril 1949. C'est un pamphlet anti-américain qui mérite l'attention."...Le blocus que les Américains sont en train d'organiser risque de compliquer les problèmes déjà difficiles. Le rebondissement de l'affaire Mindszenty à l'ONU va d'une façon qu'on trouve maintenant inopportune, amener l'attention sur la Hongrie. Mais surtout peut-être ce sont les notes américaines et britanniques qui plus que tout paraissent avoir fortifié ces inquiétudes. On s'est demandé à quoi Washington et Londres voulaient en venir. On sait le projet des Anglais et des Américains d'amener les Russes à se retirer des pays de l'Europe Centrale. Les intrigues politiques auxquelles il se sont livrés ont échoué, mais on se demande s'il ne vout pas avoir recours à des mesures d'intimidation plus directes. En même temps les dirigeants se rendent bien compte que cette attitude des Etats-Unis entretient le doute et l'espoir dans une population qui est si loin d'être gagnée dans sa majorité à l'ordre nouveau. Le peuple hongrois, après le brassage de ces dernières années s'éveille à la vie politique, apprend à s'informer et à discuter."...sans doute les dirigeants communistes ont conservé énergie et moyens d'actions."

"Sur le plan extérieur il y a des raisons de penser que la pression anglo-saxonne aurait surtout pour résultat d'amener à une repliement la Russie et ses satellites sur eux-mêmes, un resserrement des relations des démocraties populaires entre elles et en ce qui concerne la Hongrie et sans doute aussi la Roumanie et la Bulgarie, avec une intégration plus complète dans la vie politique et économique dans la vie soviétique."

39 *Un épisode oublié de la guerre froide: le défi hungaro-yougoslave 1945-1955*, Paris, éditions l'Harmattan, 1988.

40 MAE, MAE Z-Hongrie-1944/1949 dossier 17, folios 289-291, dépêche n° 173 de M. Gauquié, du 17 avril 1949.